

"Être l'entrepreneur de sa réussite" contre "Les patrons nous exploitent" : ces deux visions idéologiques françaises qui s'affrontent et nous enferment dans un dialogue de sourds déconnecté de la réalité



La polémique suscitée par l'augmentation du salaire du PDG de PSA réactive l'opposition entre ceux qui considèrent que les riches ne font qu'exploiter et ceux qui prônent un libéralisme aveugle pour que chacun ait sa chance.

Avec Michel
Maffesoli

Atlantico : Depuis ce mardi, la polémique ne cesse d'enfler autour de la hausse de salaire du président du directoire de PSA, entre ceux qui estiment que cette augmentation n'était "*pas disproportionnée du tout*" (Louis Gallois) et méritée (les patrons), et ceux qui considèrent qu'elle n'est "*pas légitime*" (secrétaire général de la CFDT) et "*dommageable*" (Michel Sapin, ministre des Finances). Cet exemple montre une nouvelle fois la traditionnelle opposition politique entre ceux qui considèrent, notamment à gauche, que les riches ne font qu'exploiter, et ceux qui à droite, considèrent qu'il suffit de se lever et de se bouger pour réussir sous l'impulsion d'une libéralisation renforcée. D'où proviennent ces deux idées antagonistes ?

Michel Maffesoli : La postmodernité, au contraire de la modernité, ne construit plus le politique sur des antagonismes binaires, du type capital/travail, patrons/prolétariat, etc. Les termes que vous relevez ressortent donc plus d'une difficulté à trouver les mots pour exprimer les multiples conflits qui structurent la société, de manière multipolaire, que d'une réalité.

En effet, **durant la modernité, l'essence du politique (Julien Freund) reposait sur l'antagonisme ami/ennemi, exploiteur/exploité, capital/travail, capitalistes/prolétaires. Ce sont ces mots qui sont utilisés, parce que les politiques, les experts, les journalistes utilisent le stock de mots à disposition ("stock of knowledge at hand", Alfred Schütz), mais ils ne sont plus pertinents.** En effet, les conflits qui structurent le vivre-ensemble ne sont plus bipolaires, notamment parce que la société n'est plus constituée de blocs antagonistes, définis par leur appartenance socio-professionnelle, leur revenu, etc. Au contraire, chacun vit des identifications multiples, dans les domaines culturels, sportifs, religieux, territoriaux, professionnels etc. et se situe non pas dans un seul groupe, mais dans de nombreux groupes. On peut donc se demander qui parle au nom de qui ? En tout cas, il est clair que Monsieur Gallois ne représente pas le capital et encore plus clair que Monsieur Sapin ne représente pas le prolétariat ! Ce sont des jeux de rôles un peu dépassés !

Tandis que la Californie relève son salaire minimum, que les Etats-Unis et le Royaume-Uni pratiquent des politiques de relance, l'Europe, pourtant réputée pour son Etat-providence, pratique des politiques

d'austérité. Il apparaît donc que les distinctions semblent bien plus complexes sur le terrain économique que sur le plan idéologique. En quoi cette opposition française, apparemment déconnectée de toute réalité, débouche-t-elle sur une stérilité du débat politique ?

Michel Maffesoli : Les politiques de relance partent de l'idée qu'il faut augmenter le revenu des travailleurs pour qu'ils deviennent des consommateurs de leur production. Mais d'une certaine manière, l'Etat-providence a privilégié l'assistance aux personnes privées de travail. Paradoxalement, la politique la plus sociale a abouti à vider de son sens la valeur travail.

Il est donc difficile de classer les politiques économiques sur un gradient allant de gauche à droite. Le chavisme est-il de gauche ou populiste ? Privilégier les travailleurs en augmentant leurs revenus : est-ce une politique anti-assistancielle ? On le voit, **le débat tant économique que politique ne se satisfait plus de ces oppositions.**

Reste qu'il nous faut réfléchir sur ce que signifie dans l'organisation de la production et du partage des biens cette fin de l'opposition capital/travail, ce que j'appelle **"la fin de la valeur travail"**. C'est-à-dire la fin d'une époque où l'activité était mesurée uniquement par son équivalent monétaire, où l'enrichissement était réduit à l'accroissement de richesse matérielle. C'est ce que je veux dire quand je dis que le besoin de création, de créativité, remplace peu à peu la valeur travail : la vie ne se réduit pas à un Plan d'Epargne Logement et les jeunes générations sont sûrement plus attentives à l'ambiance de travail qu'à la "valeur travail". D'où le fossé qui se creuse entre le peuple et les élites et qui dépasse de beaucoup de revenus qui agite le monde politico-médiatique. Car au fond, Michel Sapin et Louis Gallois font partie du même monde, bien éloigné des préoccupations quotidiennes de l'opinion publique.

En quoi la nécessité d'un clivage politique entre ces deux visions précédemment décrites empêche toute discussion sérieuse sur le fond ? Comment sortir d'une telle impasse ?

Michel Maffesoli : Est-ce que "le fond" comme vous le dites est vraiment réductible à une alternative économique dix-neuviémiste ? N'y a-t-il pas à réfléchir à la crise autrement qu'en termes purement économiques ? Et ce que réclament les uns et les autres, n'est-ce pas aussi plus de sens (signification) dans leur travail plutôt que plus d'argent ?

Je l'ai dit, ce clivage politique est totalement dépassé, mais **nous manquons de mots pour exprimer les différents conflits de valeurs qui structurent la société actuelle.**

Ces conflits ne sont pas d'abord économiques. Ca, c'était l'idéologie de la modernité. L'économie, c'était l'infrastructure à partir de laquelle se déterminaient les superstructures, la culture, la religion, les croyances, etc. Il me semble que dans la postmodernité, ces "superstructures" reprennent la place fondamentale qu'elles avaient dans la prémodernité, par exemple au Moyen-Âge. Quand l'important était de savoir ce qu'était la Trinité, ou la virginité de Marie ou si la présence du corps du Christ dans l'hostie était réelle ou symbolique. On peut se demander si l'exacerbation des guerres menées au nom des religions ne vient pas du fait d'avoir voulu dénier la force de ces croyances au profit d'un matérialisme un peu court.

A l'inverse, la classe politique a-t-elle réellement les moyens de s'en affranchir ? En cas d'affranchissement idéologique, le débat politique ne risquerait-il pas de s'enfermer dans des querelles de bureaucrates, sans intérêt réel pour les électeurs ?

Michel Maffesoli : La classe politique, comme nombre d'experts, d'hommes des médias et également de technocrates, a peine à comprendre que nous avons changé d'époque. Le débat technique ou rationaliste, pas plus que le débat politique, ne permet de pallier ce qu'on pourrait plus appeler la dépression due au désenchantement du monde. Celui-ci est issu justement de ce primat de l'économique, du technique, du rationalisme. Mais il n'est pas sûr, et je pense même qu'il est certain, que non, que ce désenchantement soit encore l'apanage du plus grand nombre. Si l'on est attentif aux multiples initiatives dans tous les domaines, même économique, mais aussi humanitaire, culturel qui se font jour partout, on voit qu'au contraire c'est un formidable mouvement de réenchantement du monde qui se profile. Partout s'expriment des formes nouvelles de solidarité, un réenchantement du monde. Non pas un réenchantement qui serait comme le disaient les marxistes "l'opium du peuple", mais la résurgence de ces valeurs que l'économicisme avait secondarisées : l'imaginaire, le rêve, le qualitatif de l'existence, le *primum relationis*.

Le débat sur la légitimité du salaire du président de PSA appartient à *l'ordo economicus* qui est totalement saturé. C'est *l'ordo amoris* de la société postmoderne qu'il est de notre devoir de décrypter.